

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail



Déclaration de Son Excellence
Le Professeur Faustin Archange TOUNGARA,
Premier Ministre de la République Centrafricaine,
Au Sommet Mondial sur le Changement Climatique

Durban, le 6 Décembre 2011

- **Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**
- **Mesdames et Messieurs les Directeurs Exécutifs des Accords Multilatéraux de l'Environnement,**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation,**
- **Distingués Invités,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Permettez-moi avant tout, de présenter au nom du Président de la République, Chef de l'Etat, le Général d'Armée François BOZIZE et du Peuple Centrafricain tout entier, les salutations fraternelles à votre auguste Assemblée. Je saisis cette occasion pour exprimer mes sincères remerciements au Gouvernement et au Peuple frère sud-africain pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé ainsi qu'à toute ma délégation.

Aussi voudrais-je joindre ma voix à celles de mes paires pour rendre un vibrant hommage à cette Grande figure africaine qui a consacré sa vie durant à la cause de la protection des forêts, et qui nous a quitté cette année dont le nom restera gravé dans notre mémoire collective. Il s'agit de l'Ambassadeur Itinérant des Forêts du Bassin

du Congo et Prix Nobel de la Paix : le **Pr WANGARI MAATHAI**. Je profite aussi de cette occasion pour présenter au peuple frère du Mali, mes sincères condoléances pour la disparition tragique de Monsieur Mahama KONATE qui a beaucoup œuvré dans les négociations internationales sur le climat.

- **Mesdames, Messieurs,**

Depuis les premières assises sur la Planète Terre tenues à Rio en 1992 en passant par Johannesburg en 2002, voilà bientôt deux (02) décennies que nous nous réunissons pour rechercher les voies et moyens de sauver l'humanité de la menace climatique globale.

La dix-septième (17^{ème}) Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques qui nous réunit ici à Durban en Afrique du Sud, offre une fois de plus au monde l'opportunité de discuter sur les changements climatiques.

- **Mesdames et Messieurs,**

La destinée de notre planète menacée par le dérèglement climatique, nous interpelle tous, pour une prise de conscience

commune et une mobilisation constante. Beaucoup d'efforts ont été consentis ces dernières années.

Aussi, permettez-moi de saluer ces avancées qui traduisent la détermination de l'humanité à garantir sa survie. Je pense à l'Accord Politique de Copenhague obtenu dans la douleur. Je pense également à l'Accord de Cancun qui ouvre des grands espoirs aux peuples des trois (3) bassins forestiers du monde.

Mon pays la République Centrafricaine membre de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) et ayant en partage le massif forestier du bassin du Congo, second poumon écologique de la planète se réjouit de toutes ces avancées.

Cependant, au regard de la feuille de route de Bali, beaucoup reste à faire, notamment les questions d'adaptation, du transfert de technologie et du financement que nous voulions adéquats, nouveaux, additionnels et prédictibles.

- **Mesdames et Messieurs,**

De mon point de vue, des solutions courageuses doivent être prises maintenant à un moment où nous arrivons au crépuscule de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto, tout en envisageant la période post-2012.

C'est pourquoi, la République Centrafricaine, soutient la position commune africaine et la position du groupe des 77 et la Chine sur les négociations autour du Protocole de Kyoto, et du plan d'action de Bali structuré en cinq piliers qui sont : l'atténuation, l'adaptation, les finances, la technologie et le renforcement des capacités.

- **Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Je saisis l'opportunité que m'offre la rencontre de Durban pour souligner la nécessité de résoudre les questions en suspens, afin de permettre l'adoption d'une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto.

Je suis convaincu que seule la volonté politique constitue la clé pour l'établissement d'une deuxième période d'engagement. Un accord sur cette période s'avère essentiel.

Notre souhait est de voir la rencontre de Durban aboutir à un résultat juridiquement contraignant, dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Toutes tentatives visant à empêcher un accord seront préjudiciables aux pays en développement et par voie de conséquence à l'intégrité environnementale.

C'est pourquoi, la République Centrafricaine émet le vœu de voir que dans les résolutions qui sortiront de cette Conférence Onusienne sur les changements climatiques, les points suivants soient pris en compte:

1/ Le Protocole de Kyoto est la pierre angulaire du régime climat, et une deuxième période d'engagement (2012-2017) est essentielle pour les pays en développement ;

2/ Les Pays développés Parties à la Convention doivent accepter leurs responsabilités historiques et prendre des engagements chiffrés d'atténuation ambitieuse et robuste en

conformité avec les principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives ;

3/ Les Pays en développement doivent mettre en œuvre des actions d'atténuation renforcées dans le contexte du développement durable qui seront soutenues à travers le financement, le transfert de technologie et le renforcement des capacités ;

4/ Les pays du Bassin du Congo considère que l'application du Plan de Convergence de la COMIFAC est une réponse idoine à la mise en œuvre des 3 conventions de Rio sur l'environnement;

5/ Les Pays développés doivent soutenir le processus de d'opérationnalisation du Fonds Vert Climat dès que possible, afin d'assurer un soutien financier adéquat pour les pays en développement ;

6/ Les Phases I et II du mécanisme REDD+ doivent faire l'objet de financement à sources multiples et intégrer la dimension

lutte contre la pauvreté. Ces financements doivent être prévisibles et pérennes;

7/ Le Comité d'adaptation doit être opérationnel très rapidement. Il devra établir des liens forts et efficaces entre les mécanismes de financement et la technologie afin de soutenir les actions d'adaptation pour tous les pays en développement, en particulier les petits pays Insulaires et les pays les moins avancés (PMA);

8/ La question du transfert de technologie est essentielle pour les pays en développement. Elle implique une solution rapide des questions des droits de propriété intellectuelle afin de faire progresser le transfert vers les pays en développement.

- **Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Face à la menace résultant de la variation anormale du climat, et consciente des responsabilités qui est de contribuer à la préservation

du second massif forestier au monde, mon pays la République Centrafricaine a opté pour un mode de développement qui concilie la sauvegarde de l'environnement naturel, pourvoyeur des richesses et les exigences du développement.

La réponse de la République Centrafricaine a été de se doter d'un Code de l'Environnement en 2007 et d'un nouveau code forestier en 2008 pour faire face à ce défi. Mon pays, en un temps record, a finalisé les négociations avec l'Union Européenne en ce qui concerne le processus FLEGT et a signé récemment avec elle un Accord de Partenariat Volontaire-FLEGT le 28 novembre 2011 afin d'assurer une plus grande transparence, une meilleure traçabilité dans les activités forestières et la légalisation du bois centrafricain.

Sur le plan environnemental, mon pays s'est engagé dans le mécanisme REDD+ et a lancé un processus de concertation pluri-acteurs, qui offre des perspectives prometteuses pour l'élaboration de la stratégie nationale REDD+. Le document de proposition à la préparation a été accepté lors de la 10^{ème} session du Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier.

Au niveau local, les populations forestières, premières bénéficiaires des services environnementaux qu'offre la forêt sont impliquées

depuis dans la politique d'aménagement forestier et très récemment, dans la conception et la formulation des stratégies pour une gouvernance locale de leurs espaces forestiers, par la mise en œuvre du concept « Forêts Modèles » en Centrafrique.

Au niveau sous-régional, la République Centrafricaine au côté des pays frères à forte densité forestière du Bassin du Congo s'est engagée à fournir des efforts de coordination régionale pour la conservation et la gestion durable des forêts d'Afrique Centrale par le biais de la COMIFAC. Nous avons donné mandat à cette institution en tant qu'Autorité Régionale Politique et Technique pour guider, suivre et coordonner la Gestion Durable des Forêts du Bassin du Congo.

- **Mesdames, Messieurs,**

Toutes ces actions constituent des illustrations de l'engagement indéniable du Gouvernement Centrafricain qui a choisi une approche de la gestion prudente de l'environnement pour le préserver, sain, pour les générations actuelles et futures

- **Mesdames et Messieurs,**

Les mesures que mon pays a prises constituent notre participation effective dans l'atténuation des effets du changement climatique, et cela ne peut se faire sans moyens financiers conséquents.

En vertu de leurs responsabilités historiques, les pays riches doivent aider les pays pauvres à s'adapter et à protéger la forêt qui constitue la principale source de développement de nos populations.

Je réitère de cette tribune des Nations Unies que pour être efficace, l'engagement de mon pays à protéger les forêts est de concilier gestion durable des forêts et exigences de développement.

- **Mesdames, Messieurs,**

Aujourd'hui, la République Centrafricaine par ma voix lance un appel aussi bien aux pays industrialisés à fort taux d'émission, qu'aux pays émergents pour qu'ils prennent leurs responsabilités face à l'histoire.

Nous avons tous l'impérieux devoir de sortir de cette conférence avec des résultats positifs. Les générations futures attendent

beaucoup de nous et il est de notre devoir de leur transmettre un patrimoine naturel acceptable où il fait bon vivre !

- **Mesdames, Messieurs,**

A l'aube de la nouvelle année 2012, permettez-moi, au nom du Président de la République, Chef de l'Etat et du Peuple Centrafricain, de vous souhaiter ainsi qu'à vos familles respectives nos vœux de paix et d'espoir.

Puisse la Communauté Internationale poser ici à Durban sur le sol Africain les jalons solides d'une nouvelle ère d'espoir pour la période post-2012 et éviter aux dirigeants du monde un échec dont ils en assumeront la responsabilité devant l'histoire.

Je vous remercie.